

“Le MR protège la N-VA et soutient le PTB”

■ **Laurette Onkelinx soupçonne des ententes tacites au Parlement en vue de protéger le gouvernement Michel.**

Entretien **Mathieu Colleyn**

Laurette Onkelinx a reçu “La Libre” dans les locaux de la Fédération bruxelloise du PS pour commenter l’actualité du moment. La cheffe de groupe PS à la Chambre semble bien suspicieuse. Selon elle, les débats parlementaires sur les attentats et le Kazakhgate sont révélateurs.

Qu’attendez-vous exactement de cette commission d’enquête sur le Kazakhgate ?

L’émotion populaire autour de cette affaire explique la nécessité de cette commission: on a l’impression que les fondements de notre démocratie se sont affaiblis, que nous sommes devant quelque chose qui peut être très, très grave. La question de la séparation des pouvoirs est soulevée. “Par la disposition des choses, il faut que le pouvoir arrête le pouvoir”, disait Montesquieu. Dans cette affaire, il faut savoir s’il y a eu collusion entre pouvoirs pour privilégier des intérêts privés, s’il y a eu corruption en vue de protéger des personnes, voire des puissances étrangères. Si les grands principes de notre démocratie n’ont pas été respectés, il faudra des changements radicaux. Est-ce que des gens s’en sont mis plein les poches? Si oui, il faudra des sanctions exemplaires.

Cette affaire fait couler beaucoup d’encre, mais n’est encore qu’au stade de l’information judiciaire. Il n’y a pas d’instruction en Belgique. Comme l’expliquez-vous ?

Je suis comme vous. Je constate que la justice peut être très rapide pour inculper des hommes et des femmes politiques – regardez M^{me} Milquet. Ce n’est pas la première fois que la presse parle du Kazakhgate et la justice nous dit: “on s’informe”. Cela me semble étrange.

Que pensez-vous du blocage suscité par la présidence de M. Delpérée pour cette commission d’enquête ?

Je pense qu’il aurait parfaitement rempli ce rôle. Je ne comprends pas pourquoi on a pu humilier un homme comme cela; j’ai mal pour lui. Mais je me pose d’autres questions. L’épisode donne l’impression que la majorité cherche à se protéger. On a d’abord exclu les petits partis, en disant qu’il s’agissait d’éviter le Vlaams Belang. D’accord, mais pourquoi élargir ensuite la commission pour placer un MR et un VLD de plus? L’exclusion de M. Delpérée, est-elle du même ordre? Je me le demande.

Doit-on mettre fin au cumul entre mandataires et avocats, selon vous ?

Nous, hommes et femmes politiques, devons être dignes de la confiance qui a été placée en nous. Nous avons une rémunération publique que nous devons mériter jour après jour. Ceux qui font bien ce métier travaillent comme des dingues; c’est un métier dur quand on le fait bien et j’entends qu’on le respecte. Les parlementaires qui ne foutent rien dégradent le métier et je déteste ceux qui, à l’extérieur, jettent l’opprobre sur un pilier de la démocratie. Que veut-on? Des dictateurs? Je constate qu’il y a des députés, peu importe le parti, qui ont un mandat communal et qu’on voit tout le temps. Ils travaillent dur au Parlement comme dans leur commune. Il y en a d’autres qui ne cumulent pas et qui ne font rien ou traînent la patte. Pour ce qui concerne les activités privées, la question de l’indépendance des mandataires par rapport au parti doit être posée.

S’ils ne sont plus d’accord, ils doivent pouvoir dire stop et retrouver leur activité. Ceci étant dit, pour moi, un député qui est avocat ne peut pas s’occuper d’un dossier où l’Etat est partie prenante.

Kris Peeters défie Bart De Wever à Anvers. Quelle est votre lecture de ce qui se passe en Flandre? Quel impact pour le fonctionnement du gouvernement ?

La N-VA va-t-elle payer pour sa participation au pouvoir? Ces représentants se situent encore très hauts dans les sondages. Ils n’imposent pas une réforme institutionnelle mais il y a une flamandisation de l’Etat. Le CD&V par contre évolue de manière intéressante. Il y a une rupture, il parle de la refédéralisation de certaines compétences. Il y a une génération qui ne veut pas courir avec la N-VA et elle se démarque. En attendant, ce gouvernement est perpétuellement en crise. La rivalité à Anvers va être difficile à vivre pour lui. Mais la N-VA et le MR se protègent l’un l’autre.

Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?

Je le vois dans la commission sur les attentats: quand la N-VA est pointée du doigt, qui intervient systématiquement? Le MR. Lorsqu’on a posé des questions sur l’attitude de M. Jambon le 22 mars au centre de crise, M. Ducarme – qui, du reste, disparaît une fois que les caméras sont parties – était le premier à défendre M. Jambon, cela de manière étonnante. Il y a un deal entre MR et N-VA, on le sent.

“Ce n’est pas la première fois que la presse parle du Kazakhgate et la justice nous dit: ‘on s’informe’. Cela me semble étrange.”

Cet officier de liaison en Turquie, chargé à l’époque par le ministre de l’Intérieur, a-t-il servi de bouc émissaire, selon vous ?

Cet homme a servi de fusible. Il s’est expliqué en commission et a apparemment fait un travail exemplaire. Je rappelle que

M. Jambon a proposé sa démission. Il a dit qu’elle avait été refusée par le Premier ministre. Il y a probablement eu des dysfonctionnements dans l’appareil de l’Etat et M. Jambon est toujours là. J’attends ses explications.

Plus de 100 000 emplois ont été créés sous le gouvernement Michel, titrait la presse économique jeudi. Un bon point ?

On aurait dit un rédactionnel payé par le gouvernement. On en a beaucoup ri au Parlement. Sous Elio Di Rupo, le Bureau du Plan avait sorti ces estimations. En gros, il y a une augmentation de 16 000 emplois payés par des pertes de droits incroyables pour les travailleurs. Il s’agit de “flexijobs” et d’emplois à temps partiel. Si cet article reflétait la réalité, les gens danseraient dans la rue.

Le MR propose un “cordon sanitaire” autour du PTB. Qu’en dites-vous ?

Que c’est la main tendue du MR au PTB pour qu’on puisse parler du PTB et que le PTB soit considéré comme victime. C’est un jeu et M. Ducarme s’amuse. Pour disperser les voix de la gauche, le MR soutient le PTB. Pourquoi le “cordon sanitaire” autour du Vlaams Belang? Car il se met en dehors de la Constitution, que c’est un parti raciste, c’est pour cela qu’il ne mérite pas d’être considéré comme partenaire. Pourquoi comparer ce parti à un autre parti, quel qu’il soit?

Vos relations conflictuelles avec le MR auront-elles un impact sur la constitution des majorités communales en 2018 ?

L’autonomie communale est complète. Les gens font la différence entre les enjeux communaux et les enjeux régionaux et fédéraux.

Et au niveau régional ?

Je suis une femme de gauche et je privilégierai toujours les coalitions de gauche.

“Les déclarations d’Emir Kir sont inacceptables”

■ La cheffe du PS bruxellois défend Catherine Moureaux mais recadre Emir Kir.

Quelques dossiers très bruxellois impliquant des mandataires socialistes ont suscité des polémiques ces derniers jours. Tour d’horizon.

1 Catherine Moureaux, députée PS au parlement bruxellois et fille de l’ex-bourgmestre de Molenbeek, a fait le buzz. La presse lui a prêté une proposition aussi inédite qu’interpellante: un cours d’histoire à la carte en fonction de l’origine des élèves de chaque classe. “Elle n’a jamais dit cela, on a été interprété des comptes rendus parlementaires, d’après ce qu’elle m’a expliqué, précise Laurette Onkelinx. Comme l’imaginer? Ce serait contraire aux valeurs les plus essentielles de l’enseignement. Maintenant, on peut évoquer la colonisation car cela fait partie de notre histoire. Elle a par contre une autre proposition que j’appuie et vise à casser les poches de pauvreté, à Bruxelles notamment: que les pouvoirs publics mènent une politique proactive d’embauche de jeunes qui viennent de quartiers défavorisés.”

2 Emir Kir, député-bourgmestre de Saint-Josse s’est, quant à lui, fendu d’une comparaison entre le PKK, le mouvement indépendantiste du Kurdistan et Daech au micro de la RTBF. “Ce sont des déclara-

tions inacceptables et je m’en suis expliquée avec lui, condamne la patronne du PS bruxellois. Il m’a dit qu’il n’avait jamais comparé les Kurdes à Daech, mais que les deux organisations sont sur une même liste d’organisations terroristes. Mais la manière de le dire a semé la confusion.” M. Kir ne fait-il que flatter son électorat avec ce genre de déclaration? “Le PS a diffusé un communiqué très clair que M. Kir a dû accepter, sinon il n’a plus rien à faire avec nous. Ce que M. Erdogan fait en Turquie est inacceptable. Le PS, avec M. Kir, le condamne fermement. S’il n’est pas d’accord qu’il le dise. Le PKK et Daech sont sur la même liste, mais ce n’est pas pour cela qu’on peut les comparer.”

3 Brussels Expo. Le troisième et dernier dossier chaud, concerne la Ville de Bruxelles qui, via l’ASBL Brussels Expo – qui gère la Madeleine et le Palais 12 – vient de reprendre au Botanique la jouissance du Cirque royal, une salle de spectacle bien connue dans la capitale. Le Botanique, institution de la Fédération Wallonie-Bruxelles, est furieux et l’épisode laisse le sentiment d’un jeu de dés pipés, la Ville étant propriétaire du Cirque et animateur de Brussels Expo. “Une commune a envie de reprendre une institution pour en faire un outil culturel phare, je n’ai pas d’objection”, dit Laurette Onkelinx. Quitte à déformer un autre outil public? “Non, pourquoi? Ils ont encore de l’espace au Botanique...”

M. Co.

“Ce que M. Erdogan fait en Turquie est inacceptable. Le PS, avec M. Kir, le condamne fermement.”

Épinglé

Onkelinx soutient Taubira

Laurette Onkelinx n’a pas manqué les déclarations de François Hollande. Ce dernier a annoncé, jeudi soir, son choix de ne pas briguer un nouveau mandat présidentiel. “J’ai été très émue, confie-t-elle. Il l’a fait avec énormément de dignité et d’humilité. Je pense vraiment qu’il a fait passer l’intérêt de la gauche au-dessus de son intérêt personnel. Mais pour être très claire, je condamne la politique menée par le PS au pouvoir en France. En Belgique, on doit faire des compromis avec d’autres partis mais en France, c’est un système majoritaire, ils étaient seuls avec des écologistes. Ils pouvaient faire des choix différents. La gauche est punie pour ne pas avoir fait une politique de gauche. Pour le reste, on ne sait pas ce qui se serait passé si François Hollande avait été candidat”. Laurette Onkelinx assure qu’elle soutiendra le candidat du PS, “mais je vais parler d’une personne que j’ai invitée au 1^{er} mai et qui nous a fascinés: Christiane Taubira. Si quelqu’un comme elle était candidate je serais tellement fière ”